

Le Front national renforce son emprise dans toutes les régions

► Le FN arriverait en tête dans six régions au premier tour et serait en mesure de l'emporter dans quatre. Il est à égalité avec la droite en Normandie

► 30% des Français entendent voter pour l'extrême droite, selon le vaste sondage - 23 000 personnes interrogées - Ipsos-Sopra Steria-Cevipof-« LeMonde »

► L'extrême droite dispose d'un électoralat très fidèle et conforte son assise dans toutes les couches de la société, y compris dans la fonction publique

► 45% des ouvriers, 40% des employés, 28% des professions intermédiaires votent pour le FN, qui profite de la peur liée aux attentats
→ LIRE PAGES 8-9



LE MONDE DES LIVRES

► Martha Gellhorn : la guerre de face
► Quand le cinéma devient littérature
► Les leçons de Pierre Bourdieu

→ SUPPLÉMENT



Premières frappes britanniques contre l'EI

► Quelques heures après le vote des Communes, le Royaume-Uni a mené, jeudi 3 décembre, ses premières attaques en Syrie.

→ LIRE PAGE 2

Des avions britanniques sur la base aérienne de Chypre, jeudi 3 décembre. PAVLOS VRIONIDES/ AP PHOTO

ÉDITORIAL

VAINCRE
LE DJIHADISME,
SANS
SE MENTIR

→ LIRE PAGE 23

ÉTATS-UNIS
EN CALIFORNIE,
UNE FUSILLADE
FAIT 14 MORTS

→ LIRE PAGE 3

FIFA
LE MYSTÉRIEUX
DÉJEUNER DE
SARKOZY, PLATINI
ET L'ÉMIR DU QATAR

→ LIRE PAGES 14-15

SOCIÉTÉ À RÉPUBLIQUE, ENQUÊTE SUR UNE MANIFESTATION POLÉMIQUE

Près de 350 interpellations, des lancers de grenades assourdissantes et lacrymogènes à quelques dizaines de mètres des lieux des attaques du 13 novembre, un mémorial aux victimes en partie saccagé : la manifestation interdite de la place de la République, à Paris, dimanche 29 novembre, à la veille de l'ouverture de la COP21, et sa gestion par les forces de l'ordre ont provoqué une vive polémique. « Faute grave de l'Etat », a dénoncé le député Philippe Cochet (LR, Rhône), lors des questions au gouvernement, le 1^{er} décembre. Sur sa gauche, le

gouvernement a été critiqué par l'« appel des 58 » - signé notamment par le député Noël Mamère (EELV, Gironde) et Olivier Besancenot (NPA), présent dimanche : « L'interdiction de manifester met en cause la liberté d'expression, d'opinion. »

La préfecture de police a-t-elle laissé faire les casseurs pour justifier a posteriori l'interdiction de manifester édictée après les attentats ?

RÉMI BARROUX, LAURENT BORREDON,
VIOLAINE MORIN ET ADRIEN FÉCOUT
→ LIRE LA SUITE PAGE 12

LE REGARD DE PLANTU



L'Europe scrute les pratiques fiscales de McDonald's

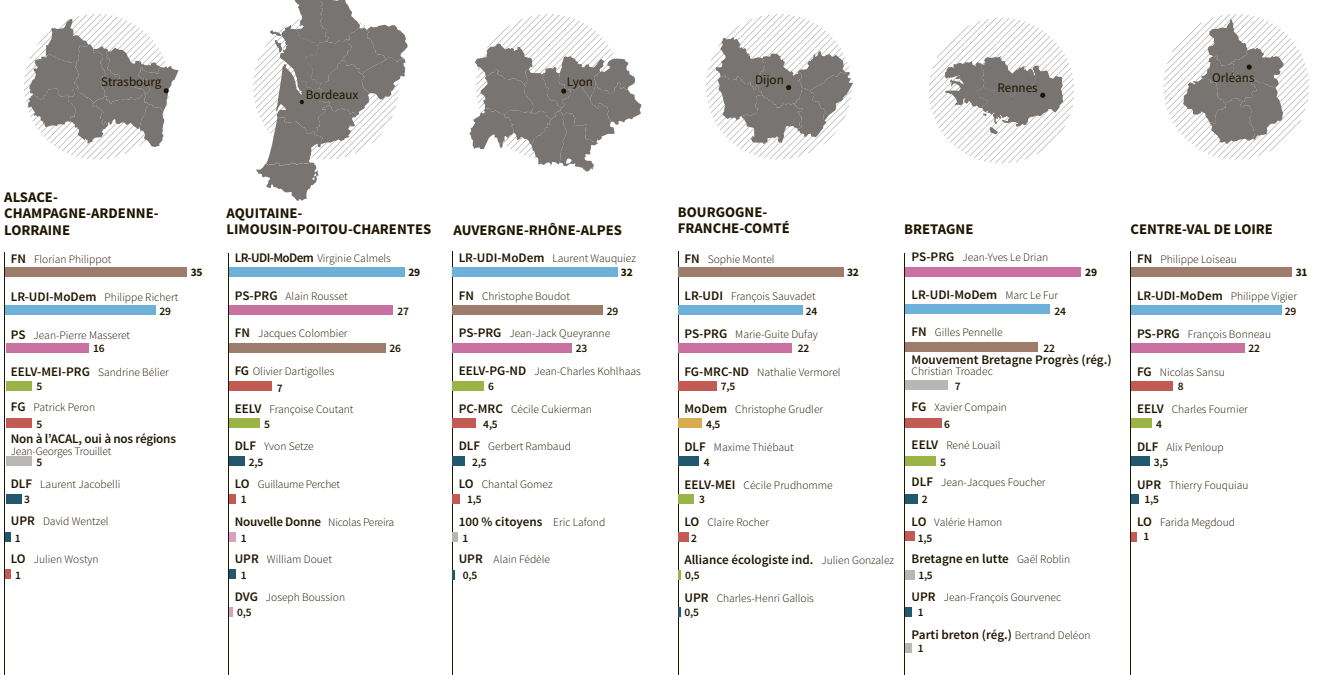
ÉCONOMIE

La Commission européenne s'intéresse à McDonald's et lance une enquête « approfondie » sur les accords fiscaux signés entre l'entreprise et le grand-duché de Luxembourg. Après Apple, Amazon, Starbucks et Google, l'entreprise américaine est soupçonnée d'avoir diminué son exposition à l'impôt en Europe de plus d'un milliard d'euros sur cinq ans. La Commission devra décider si cet accord de *tax rulings* (ou rescrits fiscaux) constitue une aide d'Etat illégale.
→ LIRE LE CAHIER ECO PAGE 3

AKILLIS

JOAILLERIE - PARIS
NOUVELLE COLLECTION PYTHON
332 RUE SAINT-HONORÉ PARIS +33 1 42 96 47 20

INTENTIONS DE VOTE AU PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS RÉGIONALES DE 2015
EN %



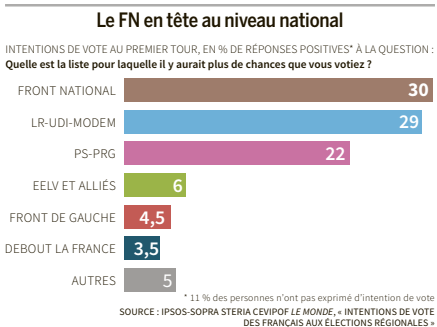
SONDAGE IPSOS-SOPRA STERIA, LE MONDE ET LE CEVIPOF, RÉALISÉ DU 20 AU 29 NOVEMBRE 2015 SUR UN ÉCHANTILLON DE 23 061 PERSONNES INSCRITES SUR LES LISTES ÉLECTORALES, REPRÉSENTATIF DE LA POPULATION ÂGÉE DE 18 ANS ET PLUS. MÉTHODE DES QUOTAS : SEXE, ÂGE, PROFESSION DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE, RÉGION, CATÉGORIE D'AGGLOMÉRATION. INFOGRAPHIE LE MONDE

Le FN en tête des intentions de vote dans six régions

L'étude Ipsos/Sopra Steria pour le Cevipof et « Le Monde » témoigne de l'ancrage de plus en plus solide du FN

À quelques jours du scrutin, le Front national est en tête des intentions de vote au premier tour des élections régionales des 6 et 13 décembre, dans le total agrégé au plan national ainsi que dans six régions sur douze (hors Corse et outre-mer). De quelque façon que l'on prenne ce très vaste sondage, le poids de l'extrême droite et sa progression sont les principaux enseignements de la première vague de l'enquête Ipsos/Sopra Steria pour le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et *Le Monde*, réalisée par Internet du 20 au 29 novembre auprès d'un échantillon de 23 061 personnes. Tout ou presque l'illustre. Et le reste en découle.

Une mobilisation plus faible à gauche Le Cevipof a élaboré un « indice de participation », qui consiste à demander à chaque personne interrogée de « donner une note de 0 à 10 sur [son] intention d'aller voter », dimanche 6 décembre, lors du premier tour de scrutin. Les résultats, qui ont ensuite été ventilés selon les sympathies partisanes, font apparaître clairement une moindre volonté de se mobiliser de la part des électeurs de gauche. Au plan national, leur indice de participation est de 50 %, contre 55 % pour les sympathisants de droite et du centre. Un différentiel assez classique au profit de l'opposition pour une élection intermédiaire. Plus nouveau, en revanche, est le surcroît de mobilisation observé parmi les sympathisants du FN (58 %), qui a longtemps pâti d'une moindre participation de son électeur populaire. Selon cette enquête, la mobilisation de la gauche s'annonce particulièrement faible en Provence-



Alpes-Côte d'Azur (49 % contre 55 % à droite et 69 % au FN) et dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie (54 % contre 59 % à droite et 61 % au FN), soit les deux régions où l'extrême droite a le plus de chances de l'emporter. Le net regain de popularité dont bénéficie François Hollande depuis les attentats ne semble pas particulièrement mobiliser l'électorat de gauche. Selon Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos, si les attentats ont eu un effet sur la mobilisation des électeurs, c'est d'abord au profit du FN. D'après Martial Foucault, directeur du Cevipof, c'est la perception relativement satisfaisante de l'action des exécutifs régionaux dirigés par la gauche qui pourrait contribuer à limiter ses pertes. M. Foucault évoque à ce titre la situation des Pays de la Loire. Dans cette région, 31 % des personnes interrogées se disent satisfaites du bilan de la majorité sortante, contre 15,6 % qui sont d'un avis contraire. Et la liste conduite par le socialiste Christophe Clergeau, vice-président du conseil régio-

nal, est créditée de 27 % d'intentions de vote au premier tour, soit cinq points de plus que la moyenne nationale du PS. **L'extrême droite en tête dans six régions** Nord-Pas-de-Calais-Picardie (15 points de plus que la liste qui arrive en deuxième position), Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (11 points d'avance), PACA (+ 10), Bourgogne-Franche-Comté (+ 8), Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine (+ 6), Centre-Val de Loire (+ 2) : dans ces six régions, selon cette enquête, le FN arrive en tête des intentions de vote au premier tour. Il est à égalité avec la liste de la droite et du centre en Normandie. Ces chiffres ne traduisent nullement des perspectives de victoire de l'extrême droite dans ces régions, mais, à tout le moins, ils illustrent une dynamique qui laisse présager d'une forte capacité de mobilisation au second tour. L'extrême droite voit les intentions de vote en sa faveur monter dans l'ensemble des régions. Brice Teinturier y décèle le signe

Le Front national réalise une percée dans les professions intermédiaires et les fonctions publiques

d'une « plus grande nationalisation de sa progression », qui ne touche plus seulement ses places fortes traditionnelles, mais également des régions comme la Normandie ou même la Bretagne, qui étaient encore pour le FN des terres de mission il n'y a pas si longtemps. Dans les résultats agrégés au niveau national, le FN est en tête, au coude-à-coude avec la droite (30 % d'intentions de vote, contre 29 %).

La droite perd du terrain Selon Martial Foucault, qui a entrepris notamment de travailler sur la géographie électorale des nombreuses données de cette enquête, la droite est particulièrement en retrait dans le Grand Est et dans le Grand Ouest, où elle est respectivement concurrencée par l'extrême droite et par la gauche. « En Languedoc-Roussillon, elle est quasiment effacée par le FN », ajoute-t-il. Ce recul de la droite s'observe également dans nombre de catégories socio-professionnelles. « Elle est en première position chez les retraités, mais dans aucune des catégories d'actifs sauf les chefs d'entreprise et les cadres supérieurs », observe Brice Teinturier, selon lequel « le territoire sociologique de la droite se rétrécit ». C'est l'extrême droite qui semble profiter du spectaculaire changement dans l'ordre des prio-

rités citées par les Français à la suite des attentats. Le chômage, qui figurait systématiquement en tête de ces priorités depuis de nombreuses années, est dépassé par la sécurité. Près de 40 % des personnes interrogées dans cette enquête la citent en premier, moins de 30 % mentionnant en premier lieu le chômage. Or, le parti de Marine Le Pen, selon cette enquête, est jugé le plus apte à traiter ce sujet de la sécurité (pour 23,2 % des personnes interrogées, contre 15,5 % à la droite).

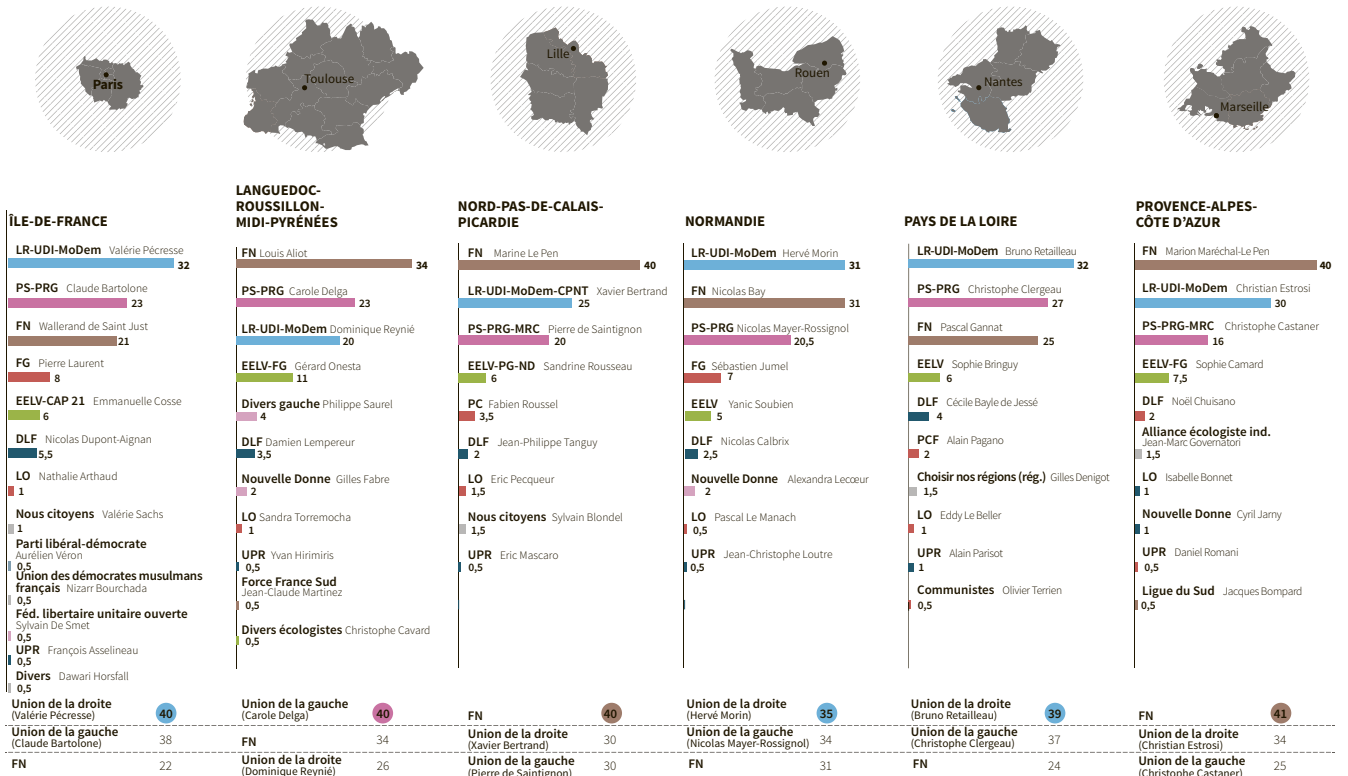
Le FN élargit son assise Deux constantes : l'électeur d'extrême droite reste plutôt masculin (33,8 % des hommes, contre 26,8 % des femmes déclarent vouloir voter pour le FN) et moins diplômé, les intentions de vote en faveur du FN étant inversement proportionnelles au niveau d'étude des personnes interrogées. Mais son profil ne cesse de s'élargir. Les plus de 65 ans sont la seule classe d'âge dans laquelle le parti de Marine Le Pen n'arrive pas en tête, en termes d'intentions de vote : il n'y obtient « que » 23 % (contre 38,4 % pour les listes de la droite et du centre), alors qu'il se situe entre 31,5 % et

35,7 % dans toutes les catégories plus jeunes. Le FN conforte son assise populaire (45,6 % d'intentions de vote parmi les ouvriers, 40,8 % chez les employés). Il réalise aussi une percée notable au sein des professions intermédiaires (28,2 %). Autre signe de la diffusion de ses idées : le FN fait jeu égal avec le PS dans les trois fonctions publiques, parvenant même à le devancer assez nettement dans la fonction publique hospitalière (30,4 % d'intentions de vote, contre 23,2 %). Il devance le PS de 15 points (35,6 % contre 20,1 %) parmi les salariés d'entreprises publiques. Tout en élargissant son audience, le FN dispose de l'électorat de loin le plus « captif ». 94 % des électeurs qui ont voté pour Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 affichent leur intention de voter pour une liste FN au premier tour des élections régionales. Ce n'est le cas, pour le parti Les Républicains, que de 71 % des anciens électeurs de Nicolas Sarkozy ; et, pour le PS, de 73 % de ceux qui s'étaient prononcés en faveur de François Hollande en mai 2012. ■

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON

Les aléas du second tour

Comme pour chaque enquête préélectorale, une précaution élémentaire mérite d'être rappelée : les intentions de vote pour le second tour doivent être appréciées et interprétées avec prudence. Les résultats du sondage d'Ipsos/Sopra Steria pour le Cevipof et *Le Monde* sont évidemment instructifs : ils démontrent que dans bon nombre de régions l'issue du scrutin reste très incertaine. Mais il est difficile de préjuger de l'attitude des électeurs entre les deux tours. De multiples paramètres vont peser sur le résultat final : le rapport des forces réel et l'ordre d'arrivée des principales listes au soir du 6 décembre, l'attitude des listes qui ne pourront pas se maintenir au second tour, les reports des voix qu'elles auront recueillies (en particulier des électeurs écologistes ou Front de gauche vers les listes socialistes élargies), d'éventuels retraits ou fusions de listes, enfin l'attitude des électeurs du FN.



CAP 21 : Citoyenneté, action, participation pour le XXI^e siècle / CPNT : Chasse, pêche, nature et traditions / DLF : Debout la France / EELV : Europe Ecologie-Les Verts / FG : Front de gauche / FN : Front national / GE : Génération écologie / LO : Lutte ouvrière / LR : Les Républicains / MEI : Mouvement écologiste indépendant / MoDem : Mouvement démocrate / MRC : Mouvement républicain et citoyen / MUP : Mouvement unitaire progressiste / ND : Nouvelle Donne / PCF : Parti communiste français / PG : Parti de gauche / PLR : Parti libéral-radical / PS : Parti socialiste / UDI : Union des démocrates et indépendants / UDE : Union des démocrates et des écologistes / UPR : Union populaire républicaine

Les attentats, les émotions et les électeurs

Après le 13 novembre, colère, effroi et haine devraient peser sur les choix électoraux

Le rôle des émotions en science politique n'est pas nouveau, mais peu étudié en France : le citoyen qui se rend aux urnes est-il un électeur raisonné, rationnel ou émotif? Dans le cadre de l'enquête Cevipof-Ipsos Sopra Steria-Le Monde, nous avons pu interroger les Français sur leur état émotionnel à la veille du scrutin régional.

Les attentats terroristes du 13 novembre nous donnaient la possibilité « expérimentale » de cartographier le registre des émotions ressenties par les Français face à un choc négatif violent. C'est la colère qui domine (pour 81 % d'entre eux), puis l'inquiétude et l'effroi (75% et 71 %), l'amertume (63 %), le ressentiment (60 %), la haine (51 %) et enfin la peur (50 %). Les autres émotions proposées (fierté, espoir, enthousiasme) sont marginales.

Ce qui frappe, c'est avant tout l'intensité de la réaction émotionnelle : sur une échelle de 0 à 10, la réponse maximale est systématiquement la plus élevée. Ainsi, 81 % des Français ont éprouvé de la colère dont 42 % extrêmement (note 10). Sociologiquement, le genre, habituellement peu discriminant,

s'avère une variable pertinente, notamment sur les émotions subies, voire paralysantes comme l'effroi ou la peur : les femmes sont ainsi de 10 points environ plus nombreuses que les hommes à avoir ressenti de l'inquiétude, de l'effroi et de la peur. En revanche, elles ne se distinguent pas ou très peu des hommes sur la colère, la haine et le ressentiment. L'âge ou de la profession jouent peu, de même que l'opposition entre l'Île-de-France et le reste du pays.

La hiérarchie des émotions
Ces résultats confirment deux mécanismes cognitifs distincts : la colère (ou la haine) contribue à une polarisation des attitudes politiques ; la peur (ou l'effroi) provoque une réaction plus mesurée où les individus cherchent avant tout à comprendre, à déchiffrer ce « nouveau » monde qui les entoure. Les conséquences sur le comportement électoral sont doubles : une mobilisation plus forte des personnes en colère, déterminées à éliminer de nouvelles menaces, et une volatilité partisane plus forte parmi les personnes inquiètes car leur état émotionnel bouleverse leurs croyances.

Sur le plan politique, on observe un continuum émotionnel systématique et progressif entre les sympathisants de gauche, de droite et du Front national : 91 % des sympathisants FN ont éprouvé de la colère, dont 59 % extrêmement, soit 25 points de plus que les sympathisants de gauche et 17 points de plus que les sympathisants de droite. De même, 76 % des sympathisants FN ont éprouvé de la haine, dont 44 % extrêmement, soit 30 points de plus que les sympathisants de gauche et 23 points de plus que les sympathisants de droite.

La hiérarchie des émotions diffère également au FN : la haine arrive en deuxième position, juste après la colère, si l'on prend en compte la réponse « extrêmement ». Les sympathisants FN sont donc dans un registre beaucoup plus marqué d'émotions « actives » – colère, haine... –, là où les autres oscillent davantage entre émotions actives et émotions subies (effroi, inquiétude, peur). On retrouve là une tradition féconde de l'analyse politique qui avait tendance à être négligée, celle des tempéraments politiques et de leur force. Le déplacement à droite

ou à l'extrême droite d'électeurs en colère, haineux vis-à-vis de la menace terroriste, illustre une demande d'action publique très forte en matière de sécurité et d'ordre. Or, l'enquête démontre clairement que le FN recueille un niveau élevé de crédibilité sur l'enjeu sécuritaire, devant Les Républicains et le Parti socialiste.

Il serait faux de penser que la nature des émotions détermine mécaniquement un choix électoral. La relation est plus complexe, car elle dépend de l'intensité du choc et de la structuration de l'espace politique. Le phénomène le plus intéressant que nous observons est le rôle des émotions sur la mobilisation électorale. Parmi les personnes manifestant de la peur, seules 17 % déclarent être certaines d'aller voter le 6 décembre, contre 46 % pour celles en colère. Si la démocratie ne peut reposer sur le seul principe de l'électeur passionnel, c'est bien par le prisme des émotions que le citoyen fera usage de sa raison.

MARTIAL FOUCAULT
(professeur à Sciences Po et directeur du Cevipof)
BRICE TEINTURIER (directeur général délégué d'Ipsos France)

MÉTHODOLOGIE Une enquête sans précédent

DEPUIS une dizaine d'années, les progrès des enquêtes sur Internet ont permis de faire un bond en avant dans l'étude des attitudes politiques et la compréhension des comportements électoraux, à partir d'effectifs plus importants que les enquêtes en face-à-face ou par téléphone.

C'est pourquoi les chercheurs du Cevipof, en partenariat avec Ipsos et Le Monde, ont choisi d'invoquer : de novembre 2015 à juin 2017, nous interrogerons 16 fois un panel de 25 000 Français, de 16 ans à 18 ans et de 2 500 personnes non inscrites sur liste électorale.

Cette enquête, à l'instar de celles conduites par nos collègues américains, canadiens ou britanniques, répondra à quatre objectifs scientifiques dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

Le premier concerne la dynamique des comportements électoraux : quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancre un choix électoral ? Le deuxième met l'accent

sur la causalité des phénomènes politiques : les variables lourdes de la sociologie électorale (socio-démographie, éducation, religion, patrimoine) sont-elles encore des marqueurs suffisamment forts pour expliquer les choix électoraux ? Les variables de conjoncture politique ou les ressorts psychologiques du vote ne sont-ils pas de plus en plus décisifs ?

Le troisième vise à identifier les changements observés au cours des vingt mois d'enquête : quelle est l'influence sur le vote ou la participation des changements matrimoniaux, professionnels, géographiques, politiques ou encore familiaux ?

Le dernier objectif consiste à poursuivre le travail engagé depuis plusieurs années sur les formes de mobilisation et démobilisation politique des primo-votants.

Ce dispositif unique en France et ouvert à la communauté des chercheurs a l'ambition de saisir la complexité et la dynamique du choix électoral.

MARTIAL FOUCAULT
ET BRICE TEINTURIER

Le Monde
RÉGIONALES 2015

UN SUPPLÉMENT EXCEPTIONNEL DE 12 PAGES
L'ATLAS DES RÉGIONS DE FRANCE
Dans *Le Monde* de vendredi 4 daté samedi 5 décembre